

Les juifs ultra-orthodoxes faussent les statistiques sur la pauvreté, ils sont en réalité plutôt à l'aise

Août 07, 2019



Les Juifs ultra-orthodoxes sont des consommateurs plus avisés, ils disposent de fonds de prêts sans intérêt et sont satisfaits même s'ils ont peu, a constaté l'Institut Haredi pour les affaires publiques.

Selon les chiffres de l'OCDE, plus de la moitié de la communauté *haredi* (juive ultra-orthodoxe) vit sous le seuil de pauvreté. Selon le Bureau central des statistiques, 53% des haredim se situent sous le seuil de pauvreté, soit la même proportion que le secteur arabe. Les haredim sont beaucoup plus pauvres que les Juifs non haredi dont le taux est de 9%. Le revenu mensuel moyen par habitant dans la société haredi est de 3 500 NIS, soit la moitié de la moyenne des juifs non haredi et à peine plus élevé que dans la société arabe. Pourtant ils semblent que ces chiffres doivent être divisé par 5 selon l'Institut Haredi.

Malgré ces chiffres, un paradoxe existe. **Les Haredim ne se considèrent pas comme pauvres et ne se comportent pas de la sorte.** De nouveaux chiffres issus de l'Institut Haredi pour les affaires publiques, rapporté ici pour la première fois, montre que **71% des haredim sont satisfaits de leur situation économique.**

En outre, moins de 8% des haredim se sentent pauvres, un chiffre presque identique à celui des Juifs non haredi. D'après un indice de satisfaction générale à l'égard de la vie, les chiffres montrent que plus de 98% des haredim déclarent être satisfaits de leur vie.

Ce n'est pas juste une question de sentiment. Moins de 10% des haredim devaient parfois avoir faim à cause d'un manque d'argent, contre 5,6% des Juifs non haredi et plus de 14% des Arabes. Le niveau de santé dans le secteur des haredi est l'un des meilleurs en Israël. Par exemple, l'espérance de vie des habitants de Bnei Brak, une ville principalement haredi, est presque identique à celle de Givatayim, même si Bnei Brak est l'une des villes les plus pauvres d'Israël.

Un autre chiffre économique important est la proportion de personnes sous les ordres d'un huissier, ce qui signifie que les personnes sont presque incapables de payer leurs dettes. Dans les communautés haredi, cette proportion n'est que de 5%, comme dans les deux tranches de revenu les plus élevées. Le chiffre est de 15% dans le secteur juif dans son ensemble et de 22% dans le secteur arabe. En d'autres termes, les haredim ne se sentent pas ou ne se considèrent pas comme des pauvres; leur comportement n'est pas celui d'un secteur incapable de répondre à ses propres besoins.

Les solutions haredi pour sortir de la pauvreté

Nitsa (Kaliner) Kasir, qui a mené la nouvelle étude avec Dimitri Romanov, affirme qu'il existe plusieurs explications à ce paradoxe. Le premier est que **le taux de pauvreté réel dans la société haredi est nettement inférieur aux chiffres officiels** si l'on tient compte d'indices spécifiques concernant le mode de vie haredi et d'une comparaison au sein de la société haredi. Un tel calcul révèle que **le taux de pauvreté varie entre 8% et 14%, soit environ un cinquième du chiffre officiel.**

Kasir utilise à la fois les chiffres existants, y compris les résultats de l'Enquête sur la sécurité alimentaire, qui sont assez similaires dans le secteur haredi au secteur juif dans son ensemble, et une évaluation de recherche précise qui prend en compte le caractère de la société haredi, ses règles de comportement, paniers de consommation, dépenses familiales, etc. Un taux de base important pour le taux de pauvreté réel du secteur est le taux d'assistance sociale pour les nécessiteux dans les villes haredi.

Elle affirme que le caractère de la société haredi constitue en réalité une économie presque fermée. En raison de ces caractéristiques, une famille haredi parvient à subvenir à ses besoins malgré des revenus nettement inférieurs. L'un des indices cités dans l'étude de Kasir, qui a généré des taux de pauvreté beaucoup plus bas, considère le niveau de revenu par rapport au revenu moyen dans le secteur haredi, plutôt que par rapport au public israélien en général.

Le consommateur haredi diffère considérablement du comportement du consommateur de la société occidentale moderne. La dépense moyenne par ménage haredi, même si le nombre de personnes dans le ménage est plus grand, est inférieure de 12% à la dépense moyenne par ménage juif non haredi. Si les dépenses par habitant sont utilisées, la différence est beaucoup plus grande – au moins 48%: 3 350 NIS par habitant et par mois pour les haredim, contre 6 450 NIS par habitant et par mois pour le grand public juif.

Ce phénomène se reflète également dans la perspective du **fournisseur de services haredi**, qui facture moins et accepte un bénéfice inférieur.

Une autre raison est **le système de soutien communautaire**. La société haredi, relativement fermée, maintient en elle-même un niveau d'activité communautaire particulièrement élevé, notamment des taux élevés de **bénévolat et de dons, l'entraide**, le souci des nécessiteux, la diversité des cadres de **soutien économique**, etc. Malgré un revenu général moyen faible, les trois quarts des ménages haredi font des dons réguliers s'élevant à 500 NIS par an, contre un quart des autres ménages juifs et moins de 10% des ménages arabes.

Le don annuel moyen parmi les Juifs non haredi est de 200 NIS. Le système de prêts et de financement dans le secteur haredi est particulièrement diversifié. Il comprend les divers cadres de prêts sans intérêt et les organisations de volontaires et autres groupes accordant des prêts sans intérêt avec des remboursements espacés de manière flexible. Les chiffres de satisfaction parmi les haredim peuvent être attribués au mode de vie haredi / religieux, qui ne sanctifie pas l'argent et le statut économique, dans l'esprit de la Michna: « Qui est riche? Quelqu'un qui est satisfait de son sort. »

Le Haredi peut être satisfait, cependant c'est l'État qui paie les aides

Le faible revenu dans le secteur des haredi aurait trois causes principales: l'échec social ou économique, cause habituelle de la pauvreté dans d'autres groupes, mais ici n'en est pas une. Ici il y a un caractère intentionnel lié à la communauté.

– Tout d'abord, le taux d'emploi dans le secteur des haredi est faible. La majorité des hommes passent leur temps à apprendre la Torah (études religieuses juives) et beaucoup de ceux qui travaillent dans le secteur occupent des emplois à temps partiel faiblement rémunérés.

– Deuxièmement, le système éducatif est axé sur les études religieuses, avec peu de leçons d'assistance pratique pour trouver un emploi. Enfin, les haredim se marient jeunes et ont des familles plus nombreuses que la moyenne israélienne. Le mode de vie haredi dicte les conditions économiques, et les haredim en sont conscients et l'acceptent. Ils ne se plaignent donc pas de leur destin, contrairement à ceux dont la pauvreté résulte probablement de facteurs externes et non issus de leur propre choix.

Ce faible revenu, même s'il ne s'agit pas d'une pauvreté réelle, est traité comme tel selon les indices internationaux en vigueur. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles Israël, avec les États-Unis, se situe au bas de la liste des pays de l'OCDE en termes d'incidence de la pauvreté, près de 18% de la population étant classée comme pauvre.

Selon Kasir, les conséquences économiques de cette situation sont l'absence d'activité de la moitié des hommes haredi en âge d'être actifs. En raison du chômage délibéré dans ce secteur, l'État dispose de moins de recettes fiscales et de beaucoup plus d'aides à fournir et autres indemnités. La cohésion sociale du pays est affectée et il y a aussi un impact négatif sur le ratio dette / PIB. Cette situation génère également des sentiments négatifs envers les haredim au sein de la société dans son ensemble. Ils sont perçus comme ne supportant pas le fardeau économique, ne payant pas d'impôts et constituant un fardeau pour les contribuables.

Pour ces raisons, l'État ne peut permettre que ce statu quo se maintienne. Il est nécessaire de prendre des mesures pour changer la situation, même si le taux de pauvreté réel est inférieur à celui calculé dans les indices existants. Selon la politique actuelle, la solution principale consiste à **adapter le marché du travail au mode de vie haredi afin d'atteindre un taux de chômage cible de 60% à 70% chez les hommes dans les années à venir.**

Ce mode de vie ne peut être ignoré, même s'il nécessite des investissements initiaux et des concessions sociales et autres dans ce processus d'adaptation, tels que l'alimentation casher, les études et les programmes de formation pour hommes uniquement avec des enseignants et des conférenciers exclusivement masculins, ce qui suscite une opposition chez une partie de la population israélienne. Il en va de même pour le service militaire, qui contribue grandement à l'intégration des haredim sur le marché du travail, mais entraîne des conflits politiques et nécessite de nombreux ajustements de la part de l'armée pour absorber les haredim.

Les changements qui menacent d'éliminer le paradoxe

Ce concept économique fondamental, fondé sur la satisfaction intrinsèque de la situation existante, quelle qu'en soit la raison, a été remis en question au cours de la dernière décennie par les changements intervenus dans le secteur.

La décennie écoulée a vu le phénomène des « **nouveaux haredim** » – **des haredim qui sont plus intégrés dans la vie israélienne** et qui adoptent un mode de vie légèrement plus ouvert. Ils ont des smartphones, partent en vacances, achètent des vêtements coûteux et travaillent dans le secteur privé dans les domaines de la comptabilité, du droit, du commerce, etc. L'exposition à Internet et aux nouveaux domaines de connaissance via les sites Web haredi en est l'une des principales raisons.

Quel effet ce processus de changement aura-t-il sur le concept haredi de « satisfait de son sort »? C'est difficile à dire, à la fois parce que le processus de changement ne fait que commencer et qu'il est difficile de quantifier et d'expliquer ses effets sociaux et communautaires.

Haredim fait face au coût de la vie en n'achetant que quand il le faut et en grande quantité

Le comportement économique dans la société haredi est différent de celui de la société laïque. Ce comportement inclut l'utilisation répétée de vêtements (par exemple, entre enfants d'une même famille) et de tout autre produit non périssable, ainsi que l'achat de biens uniquement lorsque cela est vraiment nécessaire, de très faibles dépenses en articles de luxe, etc. Les communications (téléphones mobiles, Internet et ordinateurs) sont beaucoup moins importantes dans le panier de dépenses haredi. Les télévisions sont aussi généralement absentes.

Dans les transports, l'une des dépenses les plus importantes pour une famille israélienne moyenne:

Le nombre de véhicules pour 1 000 habitants dans le secteur haredi n'est que de 85, contre 345 chez les Juifs non haredi et 190 dans le secteur arabe. La plupart des *yeshivas* (institutions d'enseignement religieux juifs) interdisent à leurs étudiants d'obtenir un permis de conduire avant leur mariage. Selon les chiffres de l'Institut Haredi pour les affaires publiques, 50% des haredim utilisent les transports en commun, contre 27% des Juifs non-haredi et seulement un cinquième de la population arabe.

Les prix de nombreux produits destinés au secteur des haredi sont inférieurs, pour diverses raisons. Les chaînes de supermarchés à prix réduits – **Osher Ad, Zol Po** et autres – se concentrent sur le secteur des haredi, moins couteuses que les grandes surfaces Rami Levy. Ces chaînes proposent des produits alternatifs conçus pour le secteur des haredi, bon nombre d'entre eux étant conditionnés dans des emballages plus grands et offrant des prix plus bas.

Une autre méthode de réduction des prix est l'**achat groupé / collectif** qui tire parti du pouvoir d'achat groupé. En ce qui concerne les vêtements, le style conservateur et uniforme réduit également les coûts. Les garde-robes, certainement celles des hommes, sont assez limitées, de même que les dépenses correspondantes.

La méthode commerciale typique du secteur est le commerce de particulier à particulier (non déclaré) se comptant en milliers de marchands principalement via des magasins temporaires, en particulier dans la mode. En outre, dans la plupart des cas, les familles haredi partent en vacances en Israël, avec une tendance croissante à la location d'appartements pendant les vacances.

Sociétés de prêt sans intérêt – Une combinaison de banque sans frais, de Yad Sarah (une institution qui prête du matériel médical gratuitement) et de Yad 2 for Free (qui offre gratuitement des articles d'occasion)

Les Gemachim (sociétés de prêt sans intérêt) sont la **pierre angulaire sociale, morale et économique** de la communauté haredi. Ils sont originaires de la diaspora juive avec des boîtes de charité disposées dans toutes les synagogues, profonde obligation sociale assumée par la communauté juive elle seule. Les Gemachim sont nées du commandement religieux de donner la Charité. Cela a débouché sur un système de prêts sans intérêt dont les fonds proviennent de la tsédaka.

Bien que les *gemachim* soient essentiellement haredi, les non-haredim peuvent recevoir également une aide de la part de *gemachim* qui accordent des prêts. Un des fondements importants des *gemachim* est le fait d'être basé sur la confiance, la fiabilité et l'engagement de ceux qui empruntent et donc sur l'honnêteté des juifs entre eux.. et ça fonctionne depuis bientôt deux siècles.

Shlomo Weiser, stratège chez Haredi, divise les gemachim en trois catégories:

1. Les Gemachim qui prêtent des marchandises – les Gemachim prêtent des marchandises couvrant l'ensemble des besoins possibles: sucettes pour bébés, landaus, chauffages et fauteuils. La plupart des familles haredi complètent leurs besoins essentiels en meubles, vêtements et autres via ce système. Il existe également des gemachim dans le secteur des produits périssables, tels que les couches, les aliments et les substituts du lait. La source de ces produits est l'utilisation répétée d'équipements, les dons de familles dont les enfants ont grandi, les héritages et les dons en argent.

2. Fonds de charité Gemachim – une variété d'organismes de bienfaisance et de protection sociale, dont les plus importants sont les « fonds municipaux » des villes haredi, le « comité des rabbins » et d'autres. Ils octroient des allocations de subsistance, des vacances, des dons à des fins telles que le mariage et des coupons alimentaires dans les grands supermarchés du secteur des haredi. Leurs sources de financement sont principalement des philanthropes haredi, dont certains sont étrangers.

3. Prêt gemachim – haredi banques sociales. Ces institutions accordent des prêts sans intérêt. Ils sont accessibles à tous et sont extrêmement flexibles quant au nombre et au montant des paiements. La source de financement la plus importante pour ces gemachim est les haredim eux-mêmes, mais en tant que dépôts à long terme répétés, et non en tant que dons. Le faible taux d'intérêt donné par les banques commerciales incite à donner l'argent excédentaire sous forme de dépôt au gemach communautaire le plus proche. Le profit sur le dépôt est l'accomplissement du commandement d'aider les nécessiteux.

Shakovitzky dit que les familles haredi aisées préfèrent déposer leur argent dans une gemach, contribuant ainsi à la communauté. Selon ce modèle, une famille qui a contribué lorsque ses enfants étaient petits aura besoin de l'aide d'une gemach lorsque leurs enfants seront mariés. Selon Weiser, presque chaque jeune homme haredi a besoin d'un emprunt auprès d'une gemach, dont le but principal est de payer de lourdes dépenses ponctuelles, telles que le mariage, l'achat d'un appartement et de meubles, etc.

Ici, en raison des exigences fiscales internationales, l'État juge nécessaire de réglementer l'activité de Gemachim. Shakovitzky, qui est impliqué dans les négociations sur la législation pour réglementer le gemachim, dit que ce n'est que lorsque la loi entrera en vigueur qu'il sera possible de connaître la véritable étendue du gemachim.

Source: Globes Israel